L'APPEL AU PEUPLE

Droit au Travail ; Les conservateurs
Crise ; Famine
MANDAT CONTRACTUEL

PAR UN OUVRIER SANS TRAVAIL

Prix : 3 Centins

MONTRÉAL :

1875

JL193
A77

L'Appel au Peuple

I

Peuple ! Il existe un droit imprescriptible inscrit dans tous les codes des nations civilisées, c'est celui-ci : « *Le peuple a droit au travail !* »

Tu as droit au travail, comme au soleil, comme à l'air que l'on doit respirer pour vivre ; par cette condition de *prima facie*, que tu es peuple, c'est-à-dire prêtre et soldat, artisan et ministre, l'intelligence et la force, le producteur surtout, tout enfin.

Il n'est pas une royauté plus suprême, plus légale, plus divine que la tienne, car rien n'existerait si tu n'existais toi-même.

Peuple ! On a trop longtemps cru que tu n'étais qu'un agneau dont la toison était destinée à parer le luxe impudent, l'orgueil de quelques-uns, de part ces deux lois anti-chrétiennes de l'autocratie nobiliaire et de l'autocratie financière.

L'histoire universelle est là pour prouver ton long martyre, toute l'audace de ceux qui, sortis de ton sein, nourris de tes sueurs, t'ont renié, trompé, ont fait de toi plus qu'une bête de somme.

La fourmi cherche à mordre lorsqu'on veut l'écraser ; l'insecte bourdonne menaçant devant la main qui

veut l'atteindre ; l'agneau bêle, se plaint, se venge contre le boucher qui l'immole ; tout dans la nature se révolte devant l'usurpation de la vie ou de la liberté par un instinct inné dans chaque être,—celui de la conservation.

Et toi, Peuple, la royauté, le droit, la vertu, l'intelligence et le nombre, tu ne direrais rien lorsqu'on t'attaque jusque dans ton principe vital.

Ce génie qui fit la Grèce et Rome ; qui, traversant les siècles pour mieux s'émanciper de tous les abus qu'il devait combattre, — esclavage, main-morte, exactions, droit de seigneur,—vint éclater comme une bombe en 1789, en décrétant, devant les despotes stupéfaits, *les Droits de l'Homme*, la souveraineté nationale comme principe constitutionnel ; Peuple Canadien, peuple de braves, de ce génie qui fit l'indépendance et la liberté, n'aurais-tu pas une étincelle, un rayon ?

En douter, serait douter de ton intelligence, de ta vigueur, de ton passé illustre, dont les cendres de Montcalm redisent la grandeur.

Secoue donc dans un jour de suprême réveil ta trop longue insouciance ; réveilles-toi aux élections prochaines, et pour chaque autre élection, pour obliger tes députés à signer devant toi l'engagement formel qu'ils se reconnaissent tes mandataires, qu'ils sont sous ta domination, et que tu as le droit de les démettre de la députation s'ils manquent au programme qu'ils se sont engagés de suivre dans les réunions.

Cela s'appelle *le Mandat contractuel.*

Il n'y a rien de révolutionnaire dans cet acte passé entre les Electeurs et le Député,—c'est tout simplement une preuve que des deux côtés on veut agir loyalement, avec conscience et raison.

Et c'est en même temps sanctionner d'une façon majestueuse ce qui a donné naissance à la grande idée du suffrage universel.

Si le député est loyal ; s'il a conscience du devoir qui lui incombe en prenant la lourde charge de représenter le peuple dans les Chambres législatives, il signera de bonne grâce, sans crainte, sans pâlir, l'obligation que lui imposera la souveraineté indéniable des électeurs.

Si c'est un imposteur, un jongleur politique, un comédien de comités électoraux,—comme le parti conservateur en a tant fourni et semble vouloir tant en fournir encore,—le député ne signera pas ce contrat.

Non, il ne le signera pas, il cherchera des détours ; car ce qu'il faut à ce parti des grands hommes de la *Confédération*, du *Pacifique* et des *Tanneries*, c'est le droit de tout faire à leur guise, sans s'inquiéter des besoins, des aspirations du peuple, sans jamais se soucier de la fortune publique, ni de l'honnêteté dans les transactions, dans les affaires gouvernementales ; ce qu'il faut, c'est l'abrutissement du sens moral et politique, c'est l'ignorance régnant en reine, l'agiotage, le trafic !

II

Peuple ! cherche bien ; cherche avec ta conscience, ta sagacité incomparable ; et dans cette crise qui ronge, qui paralyse l'industrie et le commerce ; dans cette perturbation, ce trouble, ce désarroi, qui frappent toutes les administrations, les manufactures et les ateliers, jamais tu ne trouveras la moindre petite preuve de non patriotisme à jeter à la face du gouvernement libéral.

Si elle existait, cette preuve, nous l'annoncerions, car nous sommes du peuple, et que le travail manuel est notre seule ressource, notre pain de chaque jour.

Sans doute, quelques millions seront retirés des Banques Canadiennes par le gouvernement fédéral. Eh bien ! après ? qu'y a-t-il d'étrange, d'insolite, de tyrannique, de non patriotique dans cet acte si naturel ?

Il les a retirés, ces millions, parce qu'il les y avait mis, et qu'il en avait besoin, voilà tout.

Pourquoi donc le parti conservateur, qui est si riche, lui, car il s'est pendant vingt ans rempli les poches des deniers publics, semble-t-il faire le même jeu du gouvernement fédéral, et cela sans but avouable, sans motif, sans besoin,—si ce n'est d'exciter le peuple contre le parti libéral ?

Pourquoi ?—Parce que les élections sont proches, et qu'il veut lui, parti—*conservateur* de ses infâmies, de ses monopoles,—arriver au pouvoir quand même.

Avec le *Mandat contractuel*, pour lequel nous faisons cet appel à l'intelligence, au bon sens du peuple, jamais un conservateur, comme nous en avons vu de trop, ne resterait trois mois député.

Arrivons maintenant à une question aussi brûlante que celle de la crise. C'est celle du *Traité de Réciprocité* avec les Etats-Unis. Que voit-on d'étrange, d'anti-national dans cette œuvre ?—Rien, à moins que l'on condamne celui de 1854, dont celui-ci doit être le renouvellement, amélioré dans les intérêts du Canada.

Voici la situation : Nous achetons $28 par tête ; les Etats-Uns n'importent annuellement chez nous que pour environ $600,000, soit pas tout à fait $14 pour chacun : il reste donc en faveur des manufactures canadiennes la balance pour arriver à ces $28 que nous achetons, c'est à-dire plus de la moitié,—et notre population de 4,000,000 ouvre, par le traité, un débouché de 40,000,000 d'âmes à ses produits !

Ce que nos agriculteurs surtout doivent gagner dans ce traité est immense ; puis, de fait, le dernier mot n'est pas encore dit sur cette question, qui doit passer au creuset de l'étude et des débats parlementaires.

Nous ne voyons donc pas pourquoi le parti conservateur s'en fait une arme contre le parti libéral. Mais, hélas ! il est trop certain que tout ce qui n'est pas fait par ces messieurs du *conservatorisme* à outrance doit être forcément vicieux, coupable, injuste.

Ils se croient infaillibles, ces bonshommes rachétiques et goutteux, qui ne parlent que de leur triste *bon vieux temps*, et ne feraient jamais un pas en avant dans la voie du progrès.

Pourquoi, dans cette crise momentanée, qui échappe au contrôle du gouvernement libéral,—car elle est la triste conséquence de celles qui existent en Angleterre et aux Etats-Unis,—cherchent ils à aggraver encore la situation pour le seul bénéfice de reprendre en main le pouvoir ?

Est ce que l'on ne devrait pas d'abord ê re bon citoyen avant de vouloir être député ou ministre ?

Nous soumettons cette dernière question à tous les hommes de cœur.

III

Maintenant, résumons nous.

Il est certain que la crise actuelle n'est pas la faute expresse d'aucun des deux partis qui divisent le Canada.

Mais il est certain aussi, trop certain, que le peuple souffre de ce chômage forcé, de ce manque de travail, de cette absence de capitaux.

Et la question de travail prime toutes les autres ; elle doit passer au-dessus de tous les ministères, au-dessus de tous les intérêts de partis.

Voilà pourquoi nous nous écrions encore :

PEUPLE !!!—Ta volonté est souveraine, et l'audace, l'intrigue, la force ne peuvent rien contre toi.—*Vox populi*, *vox Dei !*

Tu as aujourd'hui à ta disposition une arme plus redoutable que les canons, plus sûre que toutes les révolutions, plus terrible que toutes les machinations des despotes, *c'est le vote*, *le suffrage universel !*

C'est avec cette arme, avec cette arme seule que tu dois combattre, montrer ton droit et remédier à tes maux.

Le mandat contractuel est le palladium de ta royauté suprême. Les hommes de conviction, de progrès, tous tes vrais amis enfin le signeront ;—peut-être que pas un seul député conservateur n'osera, n'aura l'audace de le faire.

Alors, tu ne risqueras pas de mourir de faim, ainsi que ta femme et tes enfants ; alors ô Peuple, tu ne seras pas le serviteur de tes députés, ce sont eux qui seront les tiens.

Plus de jongleries, plus de mensonges : s'il ne remplit pas les conditions du mandat pour lequel tu le nommes, tu le destitueras, et tout sera fini.

C'est ce qui doit être, car c'est le peuple qui paie, qui produit et qui est souverain.